

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ TOULOUSE SAS

ZI des Terres Noires
81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

Références : 81-CRARC-2024-32
Code AIOT : 0006802323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement ZINQ TOULOUSE SAS implanté ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de l'inspection du 13 mai 2022 notamment au regard :

- de l'absence d'éléments d'information concernant les besoins en eau d'extinction incendie et le dimensionnement du bassin de confinement de ces eaux ;
- du non-fonctionnement des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) au sein de l'atelier de centrifugation.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2022 de se mettre en conformité dans un délai de 4 mois. Une première inspection réalisée le 20 février 2023 n'a pas permis de lever l'ensemble des non-conformités en raison de compléments

à apporter sur le dimensionnement du bassin de confinement. Une nouvelle inspection a donc été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ TOULOUSE SAS
- ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ TOULOUSE SAS (ex GALVACIER) est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. Il est spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'il réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Treize autres établissements de galvanisation sont positionnés sur l'ensemble du territoire français appartenant tous au groupe ZINQ FRANCE.

L'établissement de Saint-Sulpice-la-Pointe emploie actuellement 38 salariés et quelques intérimaires. Deux équipes de 13 personnes sont rattachées à la production qui fonctionne en 2x8 (4h30-12h / 12h-19h30).

Les opérations de galvanisation traitent entre 800 à 1000 tonnes d'acier par mois, soit une consommation mensuelle de zinc comprise entre 40 à 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leur dimension:

- la zone des grands bains (8 mètres ou plus) où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques;
- l'atelier de centrifugation où les pièces plus petites sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir:

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué;
- le fluxage qui va apporter une meilleure «accroche» du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société ZINQ TOULOUSE SAS est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du:

- 14 août 2014 relatif à la constitution des garanties financières;
- 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car, il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260.

Il est également soumis à l'obligation de garanties financières au titre de l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement pour un montant de 130 648 € (acte de cautionnement solidaire n° 372187 de la société ATRADIUS valable jusqu'au 30 juin 2024). Suite à la parution de la loi industrie verte supprimant l'obligation de constitution des garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 précédemment cité, les actes de cautionnement en cours perdurent jusqu'à leur échéance. Toutefois, leur renouvellement n'est plus requis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC)	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 2	Levée de mise en demeure
3	Mise en place d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 3	Levée de mise en demeure
4	Collecte et traitement des eaux pluviales	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 2	Sans objet
6	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71.I	Sans objet
7	Situation administrative : rubrique n° 3260	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Situation administrative : rubriques n° 4510 et 4511	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en conformité les installations permettant ainsi de lever la mise en demeure du 11 juillet 2022. À ce titre, un projet d'arrêté a été rédigé en ce sens, il est joint au présent rapport.

Par ailleurs, il a été constaté une augmentation du volume des cuves affectées aux activités de traitement de surface. Cette augmentation n'étant pas considérée comme une modification substantielle, il est proposé une mise à jour du tableau de classement au titre de la rubrique 3260. À ce titre, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé en ce sens, il est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9 (dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 6 octobre 2022 complété par courrier en date du 13 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport relatif au dimensionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des besoins en eau nécessaires pour la défense incendie ; - du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie. <p>Ce rapport conclut, après échanges avec le SDIS, que les besoins en eau d'extinction incendie à retenir sont de 300 m³/h pendant 2 heures. Ces eaux ainsi que les eaux pluviales de ruissellement de la zone considérée devront être confinées au sein de l'établissement. Le volume total d'eau à confiner est de 770 m³, dont 600 m³ d'eau d'extinction incendie et 170 m³ d'eau pluviales de ruissellement.</p> <p>Les besoins en eau d'extinction incendie n'étant pas suffisamment dimensionnés avec l'utilisation des poteaux incendie existants, l'exploitant a rajouté une réserve incendie en citerne souple de 150 m³ en partie Est du terrain.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC)
Prescription contrôlée : La société ZINQ Toulouse S.A.S. (ex. GALVACIER), située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection du 20 février 2023, il a été procédé à la vérification du bon fonctionnement des nouveaux dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC), par déclenchement de la commande manuelle. Les justificatifs (factures, rapport d'essais de bon fonctionnement) relatifs au remplacement des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur avaient été transmis à l'inspection par courrier en date du 7 novembre 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mise en place d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif
Prescription contrôlée : La société ZINQ Toulouse SAS (ex. GALVACIER), située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, avant le 31 août 2023 les dispositions de l'article 9 (mise en place d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats :

<p>Le volume total d'eau à confiner est de 770 m³, dont 600 m³ d'eau d'extinction incendie et 170 m³ d'eau pluviales de ruissellement.</p> <p>Selon le rapport DEKRA n° 53959147 en date du 15 mai 2023, ces eaux peuvent être confinées dans les différentes fosses présentes dans le bâtiment principal. Ces fosses font office, pour certaines d'entre elles, de capacités de rétention pour les bacs de traitement de surface. Aussi, après prise en compte de la fonction "rétention" de ces fosses correspondant à 50 % de la totalité du volume des bacs de traitement de surface, le volume restant disponible pour le confinement des eaux d'extinction incendie est de 843 m³.</p> <p>Par conséquent, l'établissement dispose des dispositifs nécessaires pour le confinement des eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Collecte et traitement des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées avant rejet par un décanteur-déshuileur. Les eaux pluviales ainsi traitées respectent les conditions suivantes, pour un effluent non décanté et en moyenne journalière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 6,5 et 9 ; - teneur en zinc inférieure à 0,8 mg si le flux est supérieur à 20 g/j ; - indice hydrocarbures inférieur à 5 mg/l ; <p>teneur en matières en suspension totales inférieure à 30 mg/l.</p> <p>Une mesure sur le paramètre zinc est réalisée trimestriellement par un organisme agréé. Une mesure sur tous les paramètres est réalisée annuellement sous les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le premier trimestre 2022, l'établissement est doté d'une station de traitement physico-chimique permettant de traiter l'ensemble des eaux pluviales se chargeant en zinc par ruissellement sur les pièces galvanisées stockées à l'extérieur sans abri.</p> <p>Dans le cadre de la surveillance des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel, l'exploitant a réalisé 2 analyses en 2022, 4 analyses en 2023 et 1 analyse au titre du 1er trimestre 2024 en sortie de station de traitement. Ces 7 analyses mettent en évidence le non-respect de certaines valeurs limites de rejet, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH (9,1 le 06/12/2022 - 9,4 le 09/08/2023 - 10,8 le 19/10/2023) ; - le Zn (0,825 mg/l le 28/02/2023 - 0,84 mg/l le 19/10/2023) ; - les HCT (5,7 mg/l le 19/10/2023).

Selon l'exploitant, ces dépassements sont dus à des mauvais réglages dans le fonctionnement de la station de traitement ainsi qu'à la défaillance de la sonde pH. Cette dernière a été changée en février 2024 et une optimisation des paramétrages de la station a été réalisée en début d'année 2024.

Les résultats des analyses réalisées le 2 février 2024 montrent le respect des VLE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant de veiller :

- à la réalisation d'une analyse par trimestre sur les eaux pluviales de ruissellement après traitement ;
- au bon fonctionnement de la station de traitement physico-chimique afin de respecter les valeurs limites de rejet fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

- six mois au regard de la rubrique n° 3260

Constats :

L'établissement n'est pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles. Le seul rejet est réalisé en aval de la station de traitement des eaux pluviales de ruissellement. Ces eaux sont collectées puis tamponnées dans des réservoirs aériens d'un volume global de 450m³. Les rejets s'effectuent de manière intermittente en fonction du niveau d'eau dans les réservoirs.

Selon les dispositions réglementaires, les prélèvements devaient être réalisés au plus tard avant le :

- 27 décembre 2023 pour le 1er prélèvement
- 27 janvier 2024 pour le 2ème prélèvement
- 28 février 2024 pour le 3ème prélèvement.

Ainsi, les résultats étaient attendus au plus tard pour le :

- 31 janvier 2024 pour le 1er prélèvement
- 29 février 2024 pour le 2ème prélèvement

<p>- 31 mars 2024 pour le 3ème prélèvement.</p> <p>Compte tenu du traitement des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel, l'exploitant s'est efforcé de réaliser des prélèvements sur 24 heures via un préleveur automatique asservi au débit. Ces contraintes ont pesé sur le respect des délais de prélèvement, ainsi, les deux premiers prélèvements ont été effectués les 31 janvier et 18 mars 2024. Le troisième et dernier prélèvement n'est actuellement pas programmé en raison du manque d'eau dans les réservoirs.</p> <p>Les premiers résultats ne font pas apparaître de dépassements de la limite de quantification fixée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 µg/L pour les AOF ; - 100 ng/L pour chacune des substances PFAS.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cas où le 3ème prélèvement constitué à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures est impossible à effectuer en raison du manque d'eau dans les réservoirs de la station de traitement, un prélèvement asservi au temps ou un prélèvement ponctuel devra être engagé, et ce, conformément aux dispositions réglementaires figurant au point I de l'article 4 de l'AM du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>Dans tous les cas, les résultats d'analyses de ce 3ème prélèvement devront être saisis dans GIDAF au plus tard le 30 juin 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Dossier de réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Les meilleures technologies disponibles (MTD) dans les industries de transformation des métaux ferreux (FMP), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 4 novembre 2022.</p> <p>L'établissement étant classée sous la rubrique principale n° 3230-c de la nomenclature des</p>

installations classée, l'exploitant a transmis le 27 décembre 2023 à l'inspection des installations classées le rapport de base et le dossier de réexamen prévus à la sous-section 4 de la section 8 « Installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » du code de l'environnement.

L'examen de ces dossiers sera réalisé après la parution de l'arrêté ministériel de transposition du BREF FMP qui précisera les valeurs limites d'émissions dans l'eau et l'air ainsi que les seuils des flux coupures.

Il apparaît d'ores et déjà qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé afin de :

- prescrire une surveillance semestrielle des eaux souterraines au droit des 3 nouveaux piézomètres installés (Pz1 à Pz3) ;
- revoir à la baisse la valeur limite de rejet à l'atmosphère pour les poussières actuellement fixée à 30 mg/Nm³ (fourchette NEA-MTD comprise entre 2 et 5 mg/Nm³) ;
- fixer des valeurs limites de rejets pour les paramètres suivants : HCl et CO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son dossier de réexamen en date du 1er décembre 2023 afin de confirmer le positionnement du site vis-à-vis de la fourchette NEA-MTD pour les NOx et le CO après analyse de la teneur en oxygène dans les fumées de combustion des fours de galvanisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Situation administrative : rubrique n° 3260

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique n° 3260

Prescription contrôlée :

Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes :

Atelier grande cuve :
Dégraissage : 33 m³
Décapage : 9 x 30 m³
Fluxage : 35 m³

Atelier essorage :
Dégraissage : 3 m³
Décapage : 4 x 3 m³
Fluxage : 3 m³

TOTAL : 356 m³

Constats :

Suivant le porter à connaissance de l'exploitant en date du 28 août 2022, l'établissement dispose

actuellement d'un volume total des cuves affectées au traitement de 375 m3 réparti ainsi :

Atelier grande cuve : 354 m3	Atelier essorage : 21 m3
Dégraissage : 1 bain de 33 m3 (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3) Décapage : 1 bain de 58 m3 (dimensions de la cuve 9,5x2,25x3,1), 4 baigns de 28 m3 (dimensions des cuves 8,3x1,5x2,5), 2 baigns de 33 m3 (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3), 1 bain de 22 m3 (dimensions de la cuve 12,3x1,5x1,5) Dézingage : 1 bain de 28 m3 (dimensions de la cuve 8,3x1,5x2,5) Flux : 1 bain de 35 m3 (dimensions de la cuve 9,2x1,5x3)	Dégraissage : 2 baigns de 3 m3 (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1) Décapage : 4 baigns de 3 m3 (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1) Flux : 1 bain de 3 m3 (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1)

Ce volume est calculé conformément à la circulaire du 30 novembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260, à savoir : *"la capacité d'une cuve est définie comme étant le volume maximal des baigns qu'elle contient dans des conditions normales d'utilisation, tel que préconisé par le fabricant et non pas le volume géométrique."*

La présence des cuves a été confirmée lors de l'inspection et met en évidence une augmentation de 19 m3 par rapport à la situation administrative reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017. Cette augmentation est principalement due à l'implantation d'une cuve de décapage d'un volume du bain de 58 m3 dans l'atelier grande cuve et le rajout d'une cuve de dégraissage d'un volume du bain de 3 m3 dans l'atelier essorage.

Au regard de la note du ministère de la Transition écologique du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE, l'augmentation du volume des cuves de traitement (+ 19 m3) ne dépasse pas :

- en elle-même le seuil IED de la rubrique 3260 fixé à 30 m3 ;
- 10 % de la capacité de l'activité déjà existante.

Par ailleurs, cette augmentation du volume des cuves n'est pas à l'origine d'une augmentation des rejets car :

- les opérations de rinçage sont effectuées dans des baigns morts ne générant donc pas de rejet aqueux ;
- les baigns de traitement ne sont pas chauffés limitant ainsi les rejets atmosphériques par évaporation.

Par conséquent, cette augmentation ne sera pas considérée comme une modification substantielle au titre de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant mise à jour du classement est joint au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative : rubriques n° 4510 et 4511

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubriques n° 4510 et 4511
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 1 bain de décapage acide de 31 m3 soit 46,5 tonnes 1 cuve de déchet acide chargé en zinc bridée à 15 m3 soit 23 tonnes TOTAL : 74,5 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Rubrique 4510 : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le bain de décapage acide était désormais appelé bain de dézingage. Les quantités présentes sont indiquées ci-dessous : Acide de dézingage : volume de produit présent dans la cuve est de 27,4 m3 correspondant à 41,1 tonnes. Acide de dézingage usagé (déchet) ; volume de stockage maximum 15 m3 correspondant à 23 tonnes Matières premières : 4 tonnes de flux liquide en GRV d'1 m3 1 tonne de chlorure de zinc en poudre Soit un total de 69,1 tonnes respectant ainsi le tonnage maxi autorisé</p> <p>Rubrique 4511 : Par courrier en date du 3 avril 2024, l'exploitant a apporté des éléments de précision concernant les produits relevant de la rubrique 4511. Les bains de flux sont composés de flux neuf (matière première) dilué avec de l'eau afin d'obtenir un mélange contenant des sels de chlorure d'ammonium et de chlorure de zinc en solution selon une concentration comprise entre 400 et 460 g/l. De ce fait, le bain de flux a une concentration en chlorure de zinc inférieure à 25 % le classant au titre de la rubrique 4511. Les deux bains de flux ont des volumes respectifs de 35 et 3 m3 correspondant à 53,4 tonnes, inférieurs au seuil de classement fixé à 100 tonnes.</p> <p>L'exploitant est en conformité avec les valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2017.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite